Zacharie Wolff

La Grecque

FAYARD

LA GRECQUE

8°Y2
99301

83
27

Zacharie Wolff

LA GRECQUE

roman

286

FAYARD

DL-03-05-1982-12855



© Librairie Arthème Fayard, 1982.

AVANT-PROPOS

Il n'existe que deux super-Grands, les vraies puissances maritimes se comptent sur les doigts de la main et l'on ne saurait réinventer la CIA ou le KGB : quand bien même il voudrait bâtir un scénario de toutes pièces, l'auteur de roman d'espionnage ou de « politique-fiction », s'il s'attelle aux problèmes de son temps, est condamné à effleurer bien des situations réelles. S'il peut estimer que ses personnages et leurs aventures ne doivent qu'à son imagination, qui prouvera jamais que ce qu'on écrit ne relève que de l'imaginaire ?

Mais qui prouvera d'autre part que certaines vies, qu'on dit « manipulées », ne sont pas autant de romans dus à la plume d'auteurs en nom collectif signant de simples initiales ?

Toute ressemblance avec des faits ou des personnages réels serait donc ici fortuite et indépendante de la volonté de l'auteur : il y faudrait qu'un de ces « auteurs » au sigle mystérieux ait eu autant d'imagination que lui.

CHAPITRE I

(Police Montée Canadienne)
Brigade du Contre-Espionnage :

— Stépan.I.Aslan dit Aslov.
— né le 12 juin 1940.
— à Dnieprodzerjinsk, Dniepropetrosk.
— Taille 1,72 m.
— Corpulence moyenne.
— Cheveux blonds.
— Yeux bleus.
— Signe particulier : prothèse oculaire gauche.
— Diplômé Institut Maurice Thorez. Section anglais.
— École supérieure du KGB. Section financière.
— Membre du Parti.
— Depuis 1971, agent technique au bureau de représentation à Paris de la SOVMAR, société soviétique d'affrètement, sise à Neuilly-sur-Seine, 8, rue de l'Église.
— Serait membre du directoriat financier du KGB, directeur opérationnel de la 14e section, Action pour l'Europe de l'Ouest et le Proche-Orient, chargé d'assurer la logistique maritime.
— Source d'information : interrogatoire de Valerian Bognivski, officier de transmission à bord du cargo *Stanislavsky*, de la compagnie Morflot Freightliner. (Bognivski a demandé l'asile politique à Toronto le 5 mai 1977.)
— Demande d'enquête FI 256 846 D74 sur le dénommé Aslov et sur l'organisation SOVMAR en France.
— Formulée auprès du gouvernement français, le 22 juin 1977, dans le cadre des accords secrets franco-canadiens.

LA GRECQUE

Calvitie élégante, costume à rayures discrètes, Roger Tesseyre, sous-directeur de la DST, s'appliquait à cette distinction de bon aloi caractéristique de l'administration préfectorale de la V^e^ République.

— Depuis que ces braves gendarmes canadiens ont levé l'affaire Gomzoukov, ils se prennent pour des spécialistes du KGB ! dit-il, condescendant, avec la morgue particulière des hauts fonctionnaires français, à René Hardouin, un vieux routier de la Sécurité du Territoire, rescapé de toutes les purges qui avaient décimé cette administration depuis vingt ans.

Avec son éternel blazer de vieux play-boy, René Hardouin était considéré, rue des Saussaies, comme une institution dans l'institution. On prétendait que les ordinateurs eux-mêmes ne pouvaient égaler sa prodigieuse mémoire de documentaliste.

— Une enquête de routine, surtout pas plus, Hardouin ! reprit le sous-directeur. Vous connaissez trop la fâcheuse tendance des Américains à bâtir des hypothèses insensées de politique-fiction à partir de ragots qu'un quartier-maître soviétique a livrés pour prix de sa liberté... Vous savez bien, mon cher, que je me suis toujours demandé si, après tout, ce n'étaient pas les romanciers ou les scénaristes qui inspiraient leurs analyses à nos amis de la CIA et du FBI ! ajouta-t-il sur un ton de confidence en ôtant ses lunettes d'écaille blonde.

Une nouvelle fois, Hardouin dut subir la théorie favorite de son supérieur à propos de l'influence déterminante de Graham Greene et de Ian Flemming sur l'évolution des services secrets. N'était-ce pas à la suite de la lecture du *D^r^ Nô* que Kennedy et la CIA avaient décidé l'absurde et grotesque débarquement de la baie des Cochons à Cuba ?

— Simple enquête de routine ! c'est bien compris, insista encore le sous-directeur en prenant congé d'Hardouin, vous savez comme l'Elysée est pointilleux sur tout ce qui concerne les Soviétiques !

LA GRECQUE

René Hardouin, lui, n'avait rien d'un James Bond et comme le bureau français de la SOVMAR était situé rue des Huissiers, à Neuilly-sur-Seine, son enquête commença tout simplement au greffe du tribunal de commerce de la préfecture de Nanterre.

La SOVMAR, société soviétique d'affrètement dont le siège social était au 21 Kuybisheva à Moscou, y avait effectivement enregistré un bureau de représentation. Son directeur responsable était un certain Nikolaï P. Rostov, citoyen soviétique, domicilié à Neuilly-sur-Seine, 48 ter, rue Perronet.

Pour ouvrir un bureau de représentation en France, toute société étrangère doit déposer copie de ses statuts ainsi que le nom de ses administrateurs et une délégation de pouvoir en faveur du responsable en poste en France. C'est ainsi que, saisi et perplexe, comme un artificier devant un engin explosif au mécanisme inconnu, René Hardouin découvrit une signature acérée, orgueilleusement tracée au bas d'un texte en caractères cyrilliques : la traductrice assermentée certifiait que le président de la SOVMAR n'était autre qu'Andreï Alexandrovitch Koulkov, le grand maître du KGB, membre du Politburo du Parti communiste de l'Union soviétique.

Que le nom d'Andreï Alexandrovitch Koulkov apparaisse aussi ouvertement ne s'expliquait sans doute que par l'habituelle ineptie bureaucratique. C'est bien souvent la providence des services secrets, songea Hardouin en consultant au service étranger, au troisième étage de la même préfecture, les dossiers de Nikolaï P.Rostov et de Stepan I.Aslov.

La préfecture des Hauts-de-Seine leur avait effectivement délivré des permis de séjour. Nikolaï Petrovitch Rostov, né à Odessa le 2 mars 1930, s'était déclaré directeur commercial ; il habitait avec son épouse Zinaïda Ivanovna 48 ter, rue Perronet à Neuilly-sur-Seine. Stepan Aslov, agent technique, habitait à la même adresse, avec son épouse Svetlana et leur fille Sofia, née à Moscou en 1969.

Aux Renseignements généraux, il n'y avait rien de plus que la mention de leur nationalité soviétique.

Qu'aucun statut diplomatique ou consulaire ne protégeât ses deux clients, comme il les appelait maintenant, intriguait Hardouin. Que, sous la très officielle direction d'Andreï A. Koulkov, des agents russes puissent opérer à découvert en plein Paris, lui semblait dépasser la fiction du plus délirant des romans d'espionnage.

René Hardouin était un méticuleux : avant de soumettre un cadre d'enquête à sa direction, il aimait à se forger une conviction intime, à se dresser pour lui-même, en étudiant leurs habitudes, une esquisse psychologique de ses clients. Il lui fallait être armé pour affronter les conférences de synthèse qui réunissaient, au ministère de l'Intérieur, des gens du SDECE, de la Sécurité militaire et surtout de la Présidence, censés décider de la marche à suivre dans semblable affaire, ou plus exactement de son enlisement, chaque service paralysant la volonté d'action d'un autre.

Nikolaï P. Rostov, ancien capitaine au long cours, avait conservé la rudesse de l'homme de mer.

Petit mais bâti tout en force, le visage buriné encadré de cheveux crépus, chemise à col grand ouvert, veste de tweed démodée à soufflets dans le dos, il pouvait passer pour un conducteur de travaux publics, un homme de plein air et de commandement subalterne.

Stepan I. Aslov, lui, avec son complet de flanelle grise, sa mèche blonde et son allure décontractée, donnait l'impression d'un jeune et insouciant lecteur de langue étrangère à l'université de Nanterre.

D'après la concierge du 48 ter, rue Perronet à Neuilly, l'immeuble banal de pierre de taille où ils habitaient, les deux appartements meublés loués par la SOVMAR n'étaient que le résultat d'un remembrement de chambres de bonnes. Selon la même source, l'épouse de Nikolaï Rostov, Zinaïda,

était une matrone aux cheveux roux coiffés en couettes et son corps imposant faisait penser à ces poupées gigognes russes qu'on trouve dans les boutiques de souvenirs. Svetlana Aslov, elle, était une petite brune revêche et maigre. Les deux femmes sortaient peu, juste pour leur marché quotidien au Monoprix de l'avenue Charles-de-Gaulle. Chaque matin, un minibus de l'ambassade conduisait à l'école la petite Tania Aslov. Le samedi, les Aslov et les Rostov partaient en week-end dans la 403 de l'un ou de l'autre, toutes deux immatriculées dans les Hauts-de-Seine. Avec leurs autocollants à l'arrière, le kléber-colombe, la boîte de kleenex et le ballon de skaï de Sofia sur la plage arrière, impossible de distinguer leur voiture de celles de toutes les familles qui, ce jour-là, empruntent l'autoroute de l'Ouest.

Seul Rostov parlait français et conversait parfois avec la concierge. Hardouin s'étonna qu'un Russe comme Aslov, vivant depuis cinq années à Paris, ne le parlât pas. Cette ignorance ne pouvait être qu'affectée.

Dans la semaine, chaque matin, ponctuellement à 7 h 30, Aslov et Rostov partaient, la plupart du temps à pied, pour leur bureau.

C'est rue de l'Église, dans le Neuilly de la petite bourgeoisie et du commerce de détail, entre l'avenue du Roule et l'avenue Charles-de-Gaulle, que la SOVMAR avait installé ses bureaux.

Les gens du quartier n'avaient jamais prêté attention à ces deux employés qui empruntaient chaque matin le couloir d'un immeuble de façade, entre une boulangerie-pâtisserie et un charcutier-traiteur ; au-delà d'un jardinet triste qui n'avait fleuri que le temps, pour le promoteur, de vendre les appartements de l'immeuble du fond, la SOVMAR avait repris le bail d'un cabinet d'assurances, au premier étage.

Le centre téléphonique de Neuilly informa Hardouin que dans ses minuscules bureaux, la SOVMAR utilisait douze lignes, dont huit groupées, et six lignes de télex, dont quatre

groupées. La moyenne des relevés de compte était de l'ordre de 180 000 F.

En cinq semaines de filature, rien n'étonna plus René Hardouin que l'absence totale de rapports entre les employés de la SOVMAR et les autres services soviétiques à Paris, qu'il s'agisse de l'ambassade, des services consulaires de la place Malesherbes ou de la délégation commerciale de la rue de la Faisanderie. Ils paraissaient échapper complètement au contrôle permanent auquel les autorités soviétiques soumettent tous leurs ressortissants en poste à l'étranger.

Loin de l'oppressante grisaille des services officiels, ils se laissaient au contraire volontiers traiter par des armateurs, des courtiers maritimes ou des banquiers, sous les lambris de Lucas Carton, chez Taillevent ou chez Lasserre. En compagnie de ces financiers, ils achevaient souvent leurs soirées dans des hauts lieux de plaisir comme le New Yorker, quai de New York, Tania, rue de Ponthieu, ou Billy, rue Paul Valéry. D'après les tenancières, leurs pourboires de princes arabes leur conféraient un certain prestige auprès des filles. Ils n'avaient pas de vice particulier, à moins que l'on ne qualifie ainsi le goût des amours de groupe, fort à la mode à l'époque.

Leur comportement de nouveaux riches n'était peut-être, après tout, que celui de ces nombreux cadres commerciaux qui, investis d'un pouvoir de décision sans commune mesure avec leur salaire, sont exposés aux tentations corruptrices des puissances d'argent. Mais ce qui trahit définitivement Aslov aux yeux de l'agent de la DST, ce fut son comportement lors de certains de ses déplacements à Paris : négligeant sa voiture, il n'hésitait pas, même sur un itinéraire simple, à changer plusieurs fois de taxi ou, s'il était à pied, à remonter les sens uniques à contre-courant des voitures, revélant ainsi des réflexes de professionnel.

LA GRECQUE

L'importance d'un fonctionnaire de police se mesure à la surface de son bureau ; s'il bénéficie de moquette, de portes capitonnées, d'un bureau d'acajou et surtout d'un coin pour les confidences — trois fauteuils autour d'une table basse —, à coup sûr, c'est un haut fonctionnaire du corps préfectoral. Bien plus considérable que celle des autres corps de l'État, l'influence de la franc-maçonnerie préfectorale : pour un préfet en exercice ou un sous-préfet aux champs, on en trouve dix chargés de missions tellement diversifiées que le corps préfectoral a pu tisser une insidieuse et secrète toile d'araignée parmi tous les ministères et le secteur industriel et bancaire nationalisé. Cet art de la cautèle, Roger Tesseyre l'avait pratiqué depuis le début de sa carrière ; jeune attaché de cabinet du préfet d'Evreux pendant l'occupation, c'est à titre de résistant qu'il avait été décoré de la Légion d'honneur. S'il n'avait qu'une vue très approximative des problèmes de sécurité, il était doué d'un merveilleux sens du faire ou du ne pas faire qui le conduisait à n'engager qu'à coup sûr sa responsabilité.

— Eh bien, mon cher, dit-il chaleureusement à Hardouin en lui indiquant un fauteuil du « coin-confidences », avons-nous avancé dans cette incroyable affaire qui vous semble impliquer un personnage aussi considérable que le patron du KGB ?

Rendu aussi méfiant par l'inhabituel honneur de ce côte à côte directorial devant un cendrier vide, sur la table basse, que par le ton ironique de Tesseyre, René Hardouin prit les devants :

— Monsieur le directeur, c'est vous qui avez tenu à une simple enquête de routine. Maintenant, si nous désirons avancer, il paraît indispensable de faire intercepter les lignes de télex et de téléphone de la SOVMAR et, surtout, de sonoriser leurs bureaux...

— Voyons, Hardouin, êtes-vous sérieux ? Nous ne sommes plus au temps de la guerre froide.

— Le risque est tout à fait minime : la SOVMAR n'est,

après tout, qu'une société commerciale. Aucune complication diplomatique à craindre.

— Vous oubliez, mon cher, la personnalité de ce brave Monsieur Koulkov ! Enfin, Hardouin, vous savez bien que toute demande d'écoute au Groupement Interministériel de Contrôle doit être auparavant soumise à l'Élysée et jamais, avec des preuves aussi légères que celles des Canadiens ou les vagues suspicions qui se dégagent de votre enquête préliminaire, la Présidence n'acceptera de mettre sur écoute une société présidée par un ministre en exercice : le président du KGB en personne ! Ce serait une aberration dans le cadre de notre politique étrangère ! Et puis, entre nous, si cet Alsov est vraiment ce que les Canadiens et vous prétendez, il découvrira immédiatement notre surveillance.

— Monsieur le directeur, je n'ai rien prétendu. Du moins pas encore !

— Cette affaire, Hardouin, m'a semblé si délicate que je m'en suis ouvert au ministre lui-même et d'un commun accord, nous avons décidé de la mettre en sommeil. Non, ne me coupez pas, Hardouin, j'ai dit : en sommeil. Juste le temps d'obtenir des Canadiens les procès-verbaux intégraux de l'interrogatoire de ce transfuge, le dénommé Bognivski, et les résultats d'une étude demandée au quai d'Orsay sur l'organisation de la Marine marchande soviétique. C'est une idée du ministre lui-même : elle me paraît absolument essentielle !

— Eh bien, Monsieur le directeur, nous attendrons, répondit, amer, Hardouin. A propos, et je suppose que vous n'y verrez aucun inconvénient, j'ai signalé Aslov et Rostov à la police de l'air : il peut être utile d'être au courant de leurs déplacements.

— L'affaire n'est qu'en sommeil, elle n'est pas classée ! conclut le directeur sur un ton épouvantablement protecteur.

Sur le vol de 16 heures, dans l'un de ces vieux DC4 d'Air

Canada fatigué de faire la navette Toronto-Montréal, à peine éteint le signal « no smoking », John D. Marcus alluma fébrilement le cigare qu'il mâchait depuis le décollage. Avec son complet de seersucker et son petit ventre à la Kissinger, il semblait aussi maussade et soucieux qu'un directeur commercial d'une firme ontarienne au Québec qui a dû se résigner à avouer la baisse de son chiffre de ventes à ses patrons de Toronto. Mais John D. Marcus avait d'autres soucis en tête. Lieutenant de la Police Montée, officier de la Brigade de Contre-Espionnage pour la province de l'Ontario, il craignait les retombées de l'affaire du transfuge.

Comme chez beaucoup d'Américains, aux yeux du lieutenant Marcus, ses origines étaient tout aussi importantes que sa nationalité canadienne. Balte de la seconde génération, dans l'intimité de sa famille de rabbins il avait tout naturellement été amené à parler non seulement le russe, le polonais et l'allemand, mais encore le yiddish et le kashoub. Ce don des langues avait fait du lieutenant J.D. Marcus un spécialiste des problèmes de transfuges de l'Est. Et dans les « brunches » qu'organisait, chaque dimanche, la Police montée, ses collègues l'avaient surnommé la « Statue de la Liberté ».

C'est dans l'après-midi du 5 mai que Valerian Bognivski avait déserté le bord du *Stanislavsky* pour se réfugier à la station de police provinciale du port de Toronto. Les « Provinciaux » l'amenèrent immédiatement pour interrogatoire au quartier général de la Police Montée : un building administratif, dépourvu de toute écurie, à l'ouest de la ville.

Dès qu'il aperçut Bognivski, John D. Marcus lui accorda un préjugé favorable : la maladresse de son anglais bredouillé ne pouvait être feinte. C'était un solide garçon de 35 ans, au regard déterminé. L'aveu immédiat de sa profession — officier de transmissions —, venait également à son crédit.

L'espoir d'être accueilli par un de ses oncles, un dénommé Boris Gomzukoff, l'avait poussé à choisir la

liberté ; un camarade de cet oncle, prisonnier avec lui en Allemagne, lui avait affirmé qu'à la fin de la guerre ce Gomzukoff avait réussi à émigrer au Canada. Aussi Bognivski ne se laissait-il pas aller aux habituelles angoisses qu'inspire à chaque transfuge le KGB. Il n'avait qu'une seule crainte : ne pas retrouver son parent.

Suivant la procédure d'usage, le lieutenant Marcus le fit interner, pendant quarante-huit heures, dans une cellule d'isolement.

Les ordinateurs de la Police montée gardent en mémoire tout le passé politique, hospitalier et judiciaire de chaque Canadien, classé par numéro de Sécurité sociale, en fait un matricule qui apparaît sur la carte magnétique délivrée à chaque citoyen. Mais seuls les terminaux de la Police montée sont habilités à interroger l'ordinateur qui, à partir d'une identité, fournira le numéro-code.

Cinq minutes suffirent à Marcus pour lire sur son écran :

Boris Gomzukoff.
Né en 1924 à Sebastopol.
Naturalisé en 1952 sous le nom de Bob Gomzi.
Exploite l'hôtel Beach Hotel sis à Lery, province de Québec.
Condamné à 500 dollars d'amende pour voies de fait sur un tiers en décembre 1955.
Non-lieu pour un recel de drogue dans son établissement, en juin 1974.
Activité politique : membre du parti libéral et conseiller municipal de la ville de Lery.

Avec fatalisme, Bognivski attendit quarante-huit heures sur le lit de fer scellé au milieu de sa cellule et accepta les neuroleptiques prescrits, en tant que calmants, par le médecin lors d'une visite médicale prétexte.

Le psychologue et le psychothérapeute qui assistèrent J.D. Marcus dans le deuxième interrogatoire confirmèrent les *a priori* du lieutenant sur la sincérité du transfuge.

Avec son accent chantant de Crimée, Bognivski raconta posément l'histoire de sa vie : oui, il était membre du Parti,

de même que, jeune, il l'avait été des komsomols... — mais uniquement par amour de la mer, sinon il lui eût été impossible d'embarquer à bord d'un cargo.

Sa première affectation avait été le *Nikolaï Isotov*, un vieux cargo qui effectuait une curieuse rotation mer Noire-Chypre-Tripoli-Malte, avec au retour escale à Marseille et parfois à Palerme.

La cargaison était ignorée de l'équipage ; le *Nikolaï Isotov* déchargeait une partie des caisses à Chypre et le restant à Tripoli. A Marseille ou à Palerme, le *Nikolaï Isotov* chargeait d'habitude des « coils », des fers laminés en rouleaux.

A toutes les questions sur la nature du matériel transporté, Bognivski affirmait l'ignorer. A brûle-pourpoint, Marcus misa alors sur les retrouvailles avec l'oncle. Une flamme s'alluma dans les yeux du Russe, aussitôt éteinte par la peur. Il fallut tout le savoir-faire du lieutenant et l'appui du psychiatre pour la ranimer.

A bord du *Nikolaï Isotov*, en tant qu'officier-radio, Bognivski avait toujours été étonné que, passé le Bosphore, ce soit le directeur de la SOVMAR à Paris, Stepan I. Aslov, qui prît le cargo sous son contrôle. C'est à une escale prolongée à Marseille, due à une avarie, que Stepan Aslov, accompagné du dénommé Rostov, avait inspecté le navire.

Les deux hommes s'étaient enfermés dans sa cabine avec le capitaine Andreï Lostkov, un ami d'enfance de Bognivski. Quelques minutes plus tard, Lostkov, blême et pétrifié, avait remis le commandement du cargo à son second.

Il avait à peine eu le temps de souffler à son ami, comme une ultime mise en garde, quelques mots sur l'importance de la position hiérarchique d'Aslov au sein du KGB : encadré des deux « inspecteurs » de la SOVMAR, il avait été débarqué pour être envoyé sans doute en Sibérie, via Marignane.

Que Bognivski ignorât les causes profondes de cet enlèvement, les psychologues qui assistaient Marcus en étaient persuadés.

Interrogé par la Police montée canadienne, l'ordinateur de la CIA à Langley n'avait répertorié aucun Aslov... par contre il existait un Aslan, Stepan Ivanovitch, diplômé de l'institut Maurice Thorez et de l'école supérieure du KGB, qui correspondait approximativement à l'Aslov décrit par Bognivski.

Pour la Police montée, il ne faisait aucun doute que cet Aslan avait russifié en Aslov son patronyme arménien presqu'aussi suspect, en Russie, qu'un nom juif.

La demande d'enquête formulée auprès du gouvernement français, qui avait atterri sur le bureau du directeur de la DST, rue des Saussaies, n'avait d'autre origine que la synthèse des renseignements recueillis au cours de l'interrogatoire de Bognivski, ajoutée aux informations de la CIA.

C'est au bord de l'immensité du lac Saint Louis, à moins de 20 miles des États-Unis, que Bognivski se remit de ses épreuves de candidat à la liberté : enquête administrative des services d'immigration et quarantaine psychanalytique...

Le Beach Hotel de l'oncle Bob Goumzi se dressait sur une presqu'île, face aux monumentales écluses de Beauharnois : elles ouvrent la voie maritime des Grands Lacs à un trafic incessant de cargos de haute mer, trafic international comparable à celui du canal de Suez et qui mène au cœur de l'Amérique industrielle.

Bognivski, les premiers jours, avait regardé avec curiosité le style de vie, si étrange pour lui, du Beach Hotel mais, homme de mer, il ne pouvait s'empêcher de rêver au passage majestueux et silencieux de chaque cargo aux radars frémissants. Impatient d'obtenir un brevet d'officier-radio canadien, il étudiait frénétiquement les langues de son pays d'adoption, l'anglais et le français, au cours pour adultes de la ville voisine de Châteaugay.

Le 7 juillet, en revenant de son cours du soir, il gara l'Oldsmobile de son oncle sur le parking de l'hôtel d'où

s'échappait la voix nasillarde d'une chanteuse Country. Il ne prêta aucune attention à une voiture bleue de la police municipale et à une Chevrolet kaki de la police provinciale.

Bob Goumzi, habitué aux délations de ses concurrents, avait en haussant les épaules ouvert toutes grandes les portes du Beach Hotel aux policiers : ils ne trouveraient pas un gramme de coke ; ses propres muscles et ceux de ses videurs avaient toujours suffi à éloigner junkies et dealers.

Cela avait été rapide ; un cliquetis insignifiant de menottes et déjà des policiers poussaient Bognivski, les poignets entravés dans le dos, vers la remise à canoës, inutilisée l'été. Son oncle l'y attendait avec d'autres policiers en civil. Les yeux atterrés de Bognivski allaient de son oncle à cette valise ouverte dévoilant un émetteur à ondes ultra-courtes et l'antenne en rouleau qui le rendait opérationnel.

C'est entravé, sous le regard impassible des policiers, que Bognivski reçut un formidable coup de poing asséné par son oncle.

Le drapeau canadien fiché dans son support d'acajou, le portrait de la Reine, le ronronnement de l'air conditionné du bureau du brigadier Mc Duff, chef de la Police montée de Montréal, plongeaient Bognivski dans une irréalité angoissante. Après son interrogatoire, il n'arrivait à rien saisir de la conversation murmurée entre Mc Duff et J.D. Marcus.

Soudain, sans un mot, le lieutenant lui tendit *The Gazette* dont son arrestation faisait la manchette.

Après avoir regardé, consterné, sa photo en première page, il interrogea des yeux J.B. Marcus. Le lieutenant lui répondit par un marché : la provocation ne lui semblant faire aucun doute, pour en découvrir l'origine, il n'y avait pas d'autre solution que de simuler une évasion du pénitencier où il serait incarcéré, en attendant un procès qui n'aurait jamais lieu, s'il collaborait.

Quand, au mois de juillet, René Hardouin fut convoqué par son sous-directeur, il n'eut pas droit au coin-confidences.

C'était un lundi. Bronzé et détendu, Roger Tesseyre ne put s'empêcher de glisser qu'il avait été invité à la garden party du ministre de l'Intérieur.

Au cours d'un aparté, le ministre avait évoqué le rapport de l'attaché commercial à Moscou sur la marine marchande soviétique :

— Ces Russes sont vraiment impayables ! Figurez-vous que les membres du Presidium se partagent les présidences de leurs compagnies d'armement ! Le vieux Kossyguine se voit octroyer une compagnie de tankers, le ministre de la santé publique des porte-containers. Et, bien sûr, votre Koulkov regroupe le tout avec la SOVMAR ! Vous pouvez imaginer — avait-il ajouté en éclatant de rire — la Transat au Garde des Sceaux et les Chargeurs Réunis au Ministre de l'Agriculture ! Inimaginable, ce rapport ! Digne d'être photocopié pour le *Canard Enchaîné* ! Vous pouvez vous vanter, mon cher directeur, d'avoir eu le nez creux en me prévenant à temps des dangers sous-jacents à cette affaire Aslov. J'en ai touché deux mots au Président... Et, croyez-moi, nous revenons de loin ! Mais nous revenons de plus loin encore, reprit Tesseyre en tendant à Roger Hardouin le câble décodé de la Police montée qui venait de lui parvenir.

Tandis qu'Hardouin le lisait, le sous-directeur, sur un ton condescendant, commenta : « La formule est plaisante ! Les résultats de votre enquête sur Stepan I. Aslov sont nécessaires pour la détermination de la provocation probable ou de la manipulation possible de notre source d'information... »

— Monsieur le directeur, c'est tout simplement du canadien...

— Depuis l'affaire Philbie, tous ces petits jeux de triple ou quintuple manipulation me semblent, avouez-le, Hardouin, horriblement démodés. Et puis le ministre ne voit pas

en quoi les activités de la SOVMAR pourraient mettre en cause notre sécurité. De toute façon, une mission prioritaire vient de nous être assignée par la Présidence : le séparatisme corse.

— Monsieur le directeur, cela me semble plutôt du ressort de la Sûreté.

— Voyons, Hardouin ! La Corse fait partie des objectifs de cette conjuration internationale qui cherche à déstabiliser l'Europe ! Et si je vous ai désigné pour Ajaccio, c'est en raison de vos brillants états de service en Algérie.

Après avoir frôlé le personnage presque mythique d'Andreï Alexandrovitch Koulkov, l'idée de revivre un sordide *remake* de la guerre d'Algérie était loin d'enthousiasmer René Hardouin.

CHAPITRE II

L'hôtesse, d'une voix pleine de langueur, venait d'annoncer l'arrivée du vol régulier d'Aeroflot en provenance de Moscou. Parmi les groupes qui, à Roissy-Charles-de-Gaulle, ce 11 septembre, consultaient les écrans d'affichage, plusieurs policiers en civil se retournèrent pour surveiller la sortie numéro 5 où les passagers du vol devaient retrouver leurs bagages. La police de l'air et des frontières avait mis en place l'habituel dispositif chargé d'assurer la protection des personnalités étrangères qui tiennent à l'incognito d'un voyage privé.

La confusion des derniers départs et retours de vacances régnait encore et des familles entières encombraient le hall avec leurs bagages disparates et mal arrimés. Le douanier antillais préposé à la sortie numéro 5 repoussa Stepan I. Aslov et Nicolaï P. Rostov qui, comme tous ceux qui sont impatients de retrouver un voyageur, tentaient de franchir l'irritante frontière des bancs de douane.

Dès qu'il aperçut Andreï Alexandrovitch Koulkov, Aslov agita la main aussi familièrement que s'il s'était agi d'un proche parent. Le chef de l'organisation la plus puissante au monde était un sexagénaire au visage rond et sévère, à l'allure martiale soulignée par la coupe presque militaire d'une veste couleur moutarde.

Andreï Koulkov était accompagné d'un personnage triste

à la peau blafarde. Avec son chapeau noir et sa lourde serviette de cuir, Demerian Gordeev, ministre soviétique de la Marine marchande, faisait tout à la fois penser à un mafioso de Marseille et à un notaire de Limoges dans un film français d'avant-guerre. Ni membre du Praesidium, ni membre du Comité central, il n'était qu'un « technicien » du gouvernement.

Le ministre et Nicolaï P. Rostov assistèrent, légèrement en retrait, à la cordiale poignée de main et aux premières confidences échangées par le directeur du KGB et Aslov, simple agent de la SOVMAR. Puis tous les quatre, sous l'invisible haie de regards des policiers, se dirigèrent vers une Mercedes noire, voiture de grande remise louée à Neuilly. En les apercevant, le chauffeur abandonna sa discussion avec les deux inspecteurs chargés de les suivre dans une R 15 noire de la Préfecture dont l'antenne téléphonique rendait vaine la banalisation.

Aucun membre de l'ambassade ne s'était déplacé pour accueillir Andreï Alexandrovitch Koulkov, maître de fait de l'Union soviétique, que bon nombre d'historiens, de journalistes et d'idéologues occidentaux considèrent comme le chef de la plus puissante organisation criminelle depuis Heinrich Himmler. Quant aux autorités françaises, elles avaient reçu pour consigne d'ignorer le mystère de la venue à Paris de ce personnage redoutable, et n'avaient mis en place qu'un dispositif de protection amicale.

Au moment même où la Mercedes de location se dirigeait, par le boulevard périphérique, vers Neuilly, René Hardouin, frustré, écœuré par vingt ans de philosoviétisme gaulliste, écoutait vaguement à Bastia (Corse), le briefing d'un préfet affolé par trois poseurs de bombes artisanales qui mettaient en cause, disait-il pompeusement, l'intégrité de la République. A Neuilly, songeait Hardouin, c'était tout le monde libre qui était en train de se faire piéger.

A Ottawa (Canada), alerté par la Gendarmerie royale du

Canada, le commandant John Mandelker, du bureau des Questions maritimes de la CIA, venait de recevoir l'autorisation d'interroger dans sa prison Valerian Bognivski : le transfuge apeuré refusait maintenant de quitter le discret pénitencier qui l'abritait.

A Palerme, l'antenne de la CIA qui, en collaboration avec les douanes italiennes, avait élaboré un plan de fouille méthodique du *Nicolaï Isotov*, attendait en vain. Depuis la dissidence de Bognivski, le cargo suspect avait disparu complètement de la Méditerranée.

A Neuilly, dans les bureaux français de la SOVMAR, Dimitri Javdnadzé vérifiait une dernière fois le système d'insonorisation de la salle de conférences, pièce qui, pour un visiteur imprévu, pouvait passer pour la plus anonyme et banale des salles d'attente : autour d'une table ovale, des chaises de bureau, et, devant un canapé, une table basse couverte de revues techniques. Dans ce décor pauvre et démodé, rien ne faisait remarquer l'absence de combiné téléphonique qui, par simple amplification, aurait pu permettre à la DST de sonoriser la pièce.

Javdnadzé, un colosse géorgien au front étroit, était, à la SOVMAR, le délégué de la section du KGB de l'ambassade : présence obligatoire dans toutes les délégations soviétiques à l'étranger. La complexité de la bureaucratie soviétique faisait trouver naturel qu'un agent subalterne eût pour mission d'épier un supérieur hiérarchique d'une autre branche du KGB. Mais, comme il arrivait presque partout où des situations de ce genre s'étaient perpétuées, Javdnadzé était devenu tout à la fois le garçon de courses et le faire-valoir d'Aslov. Et ce dernier, lorsqu'il souhaitait, au cours d'une discussion d'affaires, laisser une question sans réponse, désignait du doigt à son interlocuteur « l'homme du KGB » qui, derrière son bureau vide de tout papier, se tenait immobile, les yeux mi-clos, sans beaucoup se dissimuler pour tri-

poter de temps à autre les commandes du système d'enregistrement caché dans un tiroir.

En reprenant le bail du locataire précédent — un cabinet d'assurances —, la SOVMAR n'avait rien changé à l'aménagement intérieur, conservant jusqu'au carrelage de grès de la cuisine où avait été installée la batterie des six télex confiés à Youri Berknine, jeune technicien fraîchement arrivé de Moscou.

Quand Dimitri Javdnadzé ouvrit la porte à Andreï Koulkov, le visage du Géorgien s'irradia d'une sorte d'extase mystique. Plus tard, il pourrait dite comme les grognards le faisait de l'Empereur : « J'ai vu Andreï Alexandrovitch, il m'a même serré la main ! ». Nikolaï Rostov le sortit de son extase pour lui faire empaqueter, dans un débarras, tout un assortiment d'appareils ménagers — mixer, rasoir électrique, séchoir à cheveux... — dont il avait dévalisé la veille le rayon de la FNAC. Rien ne fait plus plaisir aux dignitaires soviétiques que ces gadgets domestiques introuvables en Russie.

La raideur que mit Andreï Alexandrovitch Koulkov à s'asseoir suffit à conférer à la pièce la lourde solennité d'un tribunal. Aslov avait déjà compris qu'on allait y juger Gordeev, le ministre de la Marine marchande soviétique.

Le président du KGB, en effet, prit la parole sans attendre. Il parlait de mémoire et Demerian Gordeev l'écoutait, les yeux baissés, comme pour se protéger des regards hostiles de ses trois vis-à-vis.

Andreï Alexandrovitch Koulkov ne mâchait pas ses mots : il n'hésitait pas à rendre Gordeev responsable de la dramatique pénurie alimentaire que subissait l'Union soviétique. La Marine marchande ne s'était-elle pas révélée incapable de transporter les tonnages de grain nécessaires pour nourrir un peuple au bord de la famine ? Le déficit céréalier, prévu par les services statistiques du KGB, allait dépasser cette année les vingt millions de tonnes : tout le cycle agro-alimentaire soviétique risquait d'être anéanti ! Faute

de nourriture, la moitié du cheptel bovin devrait être abattue, ce qui, empêchant son renouvellement, provoquerait une carence dramatique de produits laitiers.

Pour pallier ce déficit céréalier, les Soviétiques avaient dû se résoudre à acheter en devises fortes des millions de tonnes de grains américains, blé, orge, maïs et soja. Mais, surtout, ils avaient dû se soumettre au chantage des armateurs grecs et norvégiens qui leur imposaient des taux d'affrètement de marché noir pour convoyer ces gigantesques tonnages d'Amérique du Nord en mer Noire.

La facture totale présentée, l'année passée, par ces armateurs sans scrupules, spéculateurs de la famine, avait obligé le gouvernement soviétique à des ventes massives de lingots sur le marché de Zurich. A elles seules, ces quantités d'or auraient suffi à édifier la flotte de cargos céréaliers qui manquaient à l'U.R.S.S.. Koulkov rendait donc Demerian Gordeev complice d'un sabotage économique si considérable, affirmait-il, qu'il risquait d'ébranler le régime.

Comme pour préparer sa défense, le ministre de la Marine se mit à ouvrir précautionneusement sa lourde serviette de cuir noir.

— Demerian, je n'accepte aucun dossier, avertit sèchement le président du KGB.

Un seul regard d'Andreï Alexandrovitch Koulkov suffisait à terroriser la plupart des membres du Praesidium et du Comité Central. Gordeev fut complètement désarçonné. Le priver de ses dossiers, c'était le priver de l'essentiel de son courage. D'une voix lasse et atone, la main sur la serrure de sa serviette comme pour indiquer qu'il y avait là les preuves de son innocence, il esquissa les grandes lignes de sa défense : le ministre de la Marine marchande ne s'était pas écarté d'un pouce du Gosplan, le paravent de papier qui évite toute responsabilité aux bureaucrates soviétiques.

En URSS, tout est planifié, à un kopeck près, sous la forme d'un plan rigide qui prévoit tout aussi bien la fabrica-

tion des savonnettes que celle des locomotives pour les cinq années à venir.

— Mon ministère ne fait que subir, Andreï Alexandrovitch, les erreurs de prévisions du ministère de l'Agriculture ! C'est lui qui doit être mis en cause. Nous ne pouvons faire autrement que de baser notre plan sur ses statistiques céréalières. Bien sûr, elles sont toujours trop optimistes...

En fait, ni les hauts fonctionnaires soviétiques ni les experts occidentaux n'étaient dupes de ces statistiques de propagande.

— Et toi, tu t'y es laissé prendre, le coupa Koulkov, tu manques vraiment de prudence.

— Que pouvais-je faire d'autre ? Encore mon ministère, en accord avec celui de l'Industrie lourde, a-t-il pu faire arrêter ce programme absurde, en pleine crise pétrolière, de construction de tankers de cent mille tonnes de type Marshall.

— Tous les tonnages excédentaires de tankers ont pu être heureusement affrétés à des compagnies occidentales, intervint Stepan Aslov.

— Mais, Stepan Ivanovitch, reprit le ministre de la Marine en s'adressant à Aslov, le temps de transférer les crédits alloués à la construction de ces tankers, et un programme d'urgence de cargos mixtes ou céréaliers ne pourra être mis en chantier au plus tôt qu'au printemps... En attendant, rien d'autre à faire que d'épuiser les réserves de la Banque du Commerce extérieur pour remplir les poches de ces requins des mers qui ont pour noms Lysistratis, Niarchos ou Goulandris... Alors, Andreï Alexandrovitch, je me rends, conclut le ministre de la Marine en faisant mine de lever les bras.

Un éclat de rire du président du KGB salua cette reddition.

— Que préfères-tu, Demerian, plaisanta-t-il, un gentil peloton d'exécution ou un poste d'attaché naval à l'Ambassade de Mongolie extérieure ?

Stepan Aslov et Nikolaï Rostov reprirent avec un peu plus de discrétion le rire présidentiel. Demerian Gordeev, mal à l'aise, finit par se joindre à eux. Son rire, au début visiblement forcé, devint clair et naturel lorsque le président du KGB suggéra de trinquer au cognac Hennessy, sa marque préférée.

La carence et l'imprévoyance des ministères de l'Agriculture et de la Marine marchande allaient favoriser le projet le plus audacieux qu'eût jamais conçu à l'étranger le KGB, projet que Stepan I.Aslov, officier supérieur du KGB détaché spécialement du directoriat financier, étudiait minutieusement depuis des années et qui avait pour but l'édification, à un niveau mondial, d'un réseau de renseignement et de logistique terroriste.

Baptisé d'un nom de code banal, Neptune, l'opération prévoyait la constitution d'une flotte théoriquement indépendante qui, sous pavillon libre, serait dirigée en sous-main par les Soviétiques. Cargos et paquebots battant pavillons libérien ou grec allaient pouvoir remonter impunément la voie maritime des Grands Lacs jusqu'au cœur de l'Amérique industrielle, croiser dans le golfe du Mexique et en Méditerranée, et faire innocemment escale dans tous les ports occidentaux : c'était une entreprise gigantesque, bien plus efficace que le plus perfectionné des réseaux de satellites espions. Avantage supplémentaire et de taille : il s'autofinançait avec l'argent du monde capitaliste...

En fait, expliqua Aslov avec une ironie désinvolte, ce projet avait pour origine les carences du ministère de la Marine marchande, providentielles en l'occurrence ! Pour les pallier, la SOVMAR, société d'affrètement, filiale du KGB, avait été amenée à contourner les directives rigides du Gosplan et à étudier les étranges lois de cette maffia d'armateurs apatrides, les Lysistratis, les Niarchos, les Ludwig, qui, au mépris de toute législation, de toutes obligations fiscales, s'était emparé en vingt-cinq ans de l'empire des mers, et,

avec ses milliards de dollars mal acquis, accédait aujourd'hui au pouvoir politique. Le soi-disant agent technique Stepan Aslov toisa d'un regard professoral son mauvais élève de ministre. En Union Soviétique ne compte qu'une seule hiérarchie, celle du KGB : toutes les autres ne sont que des façades. Demerian Gordeev le savait et suivait humblement l'exposé de l'obscur employé de la SOVMAR qui lui apparaissait maintenant comme le protégé et peut-être même le favori d'Andreï Koulkov.

— Au lieu de louer des navires à prix d'or, autant les acheter ! dit de sa voix calme et chantante Stepan Aslov.

— Et où trouverons-nous les dollars nécessaires ? interrogea Demerian Gordeev.

— Dans les banques, bien sûr ! Voyez-vous, il s'agit simplement de profiter de tout ce système de garanties et de crédits qui régit le circuit bancaire occidental. Ne nous a-t-on pas assez seriné, depuis le gymnase, les contradictions internes du capitalisme ? Serions-nous assez bêtes pour ne pas en profiter ?

Stepan Aslov abandonna le mode ironique pour devenir didactique :

— Admettons que nous ayons envie d'acquérir un cargo de trente mille tonnes, comme par exemple le *Margaret* de l'armement danois Thorn, à cinq millions de dollars. Thorn est vendeur, nous convenons d'une option qui ne dépassera pas cinquante mille dollars. Bien sûr, pour ne pas apparaître en nom, cette option sera prise par une compagnie paravent, par exemple la Trasmares, que nous aurons enregistrée pour moins de mille dollars dans un quelconque consulat du Panama. En apparence, la compagnie Transmares appartiendra à un armateur qui a pignon sur rue, un ami sûr, un ami sur lequel nous avons des moyens de pression...

— Nous en avons tout un jeu, intervint Nikolaï Rostov : Bradbury et Hermel à Paris, Zieberg à Stockholm et Random à New York.

— Si nous choisissons Bradbury, reprit Aslov, Alan

Bradbury va obtenir de la SOVMAR, pour le *Margaret*, une charte d'affrètement de quinze ans à un taux permettant à sa compagnie Transmares de l'amortir sur trois ans. Tout naturellement, Bradbury présentera ce contrat à une banque pour obtenir les crédits lui permettant de payer le *Margaret* à son ancien propriétaire de Copenhague. Bien sûr, le banquier va exiger, outre son taux d'intérêt, un cash de l'ordre de 10 %. En homme prudent, il exigera également que tous les termes du contrat soient garantis par une compagnie d'assurances. Là-dessus, aucun problème : avec ses fonds propres, notre centrale a sa propre compagnie d'assurances à Londres, la Caspian Sea Insurance, couverture qui ne demande qu'à devenir opérationnelle. Il ne nous reste plus à trouver, pour notre armateur de paille, que les 500 000 dollars du cash exigé...

L'atmosphère se détendait ; d'accusé, Demerian Gordeev devenait complice au plus haut niveau du KGB et comptait voir se fortifier sa position politique personnelle.

— Ces 500 000 dollars, nous n'avons même pas besoin de la paperasserie exigée par la Banque du Commerce extérieur pour les trouver, reprit Stepan Aslov en clignant de l'œil vers son complice Nikolaï Rostov, le chargeant de conclure ce numéro de prestidigitation financière.

— Depuis maintenant cinq ans que la SOVMAR est parvenue à affréter des navires de tous types, tankers, bétaillers, frigorifiques, à des compagnies du monde soi-disant libre, expliqua Rostov, le montant des paiements de ces affrètements représente chaque mois entre 100 et 150 millions de dollars. La Banque du Commerce extérieur nous avait obligé à un système de transfert par secteurs géographiques : Singapour pour les affrètements intervenus en Asie, les Bahamas pour l'Amérique et Genève pour l'Europe. Il suffit de les regrouper à Genève et de les laisser quelques semaines ou quelques mois en attente avant de les transmettre pour qu'un intérêt de 4 %, la rétribution actuelle sur le marché à court terme, nous fournisse le cash

nécessaire et que nous puissions développer à l'infini, et hors du Gosplan, une flotte comparable à celle d'un Lysistratis ou d'un Goulandris : eux-mêmes n'ont jamais agi autrement pour disposer de flottes d'un tonnage égal ou supérieur à celle de l'Union Soviétique.

— Avoue : du beau travail, Demerian ! » lança Andréi Koulkov en se reservant un plein verre de cognac. Et, en s'esclaffant, il ajouta : « Dire que nous nous sommes escrimés pendant des années à armer des flottilles de pêche espionnes, que nous avons provoqué des incidents diplomatiques avec nos sous-marins et que la solution était simple comme bonjour ! Encore fallait-il un Stepan Ivanovitch pour la trouver ! Finalement, tu as beaucoup de chance, Demerian. Comme on dit chez nous : on peut faire une bonne route avec de mauvais cailloux », ajouta, bonhomme, en se levant, le président du KGB.

Il était plus d'une heure et la rue de l'Église était quasi-déserte. Un commis en blouse grise recouvrait d'un filet un étal de légumes. La limousine était garée devant le charcutier traiteur. Avant d'y monter, Andreï A.Koulkov jeta un regard sur la vitrine où une pièce montée trônait sur un tapis de terrines et de saucissons.

— Ces Français sont vraiment un peuple de jouisseurs, dit-il en s'asseyant à l'arrière de la voiture.

— L'heure du déjeuner en France est sacrée, fit remarquer Rostov en prenant place près du chauffeur.

— Je suis absolument d'accord avec eux ! répondit Koulkov.

Comme, dans ses rares déplacements à l'étranger, Andreï A.Koulkov aimait à connaître les endroits populaires, ils allèrent chez Sébillon, Porte Maillot. Les bourgeois pansus, trop nourris, aux visages congestionnés, qui y forment l'essentiel de la clientèle, le confirmèrent dans son jugement sur le peuple français.

C'était l'un des restaurants habituels de Rostov et ils

avaient eu droit à une table du fond, un peu à l'écart du brouhaha de cantine qui tient lieu d'ambiance à ce genre de bistrot parisien.

Devant le gigot-flageolets, Koulkov fit remarquer à Demerian Gordeev qu'ici au moins on semblait ignorer les problèmes de pénurie alimentaire. Mis de bonne humeur par le saint-estèphe, il évoqua en riant les informations reçues à Moscou sur Aslov et Rostov :

— Vous faites des jaloux. Le Géorgien nous raconte tout : les cabarets, le champagne, les femmes... La bonne vie, non ?

Mais il convint que participer à ces jeux capitalistes faisait partie intégrante de leur mission. Tous ces avantages et menus plaisirs, Aslov y aurait volontiers renoncé pour retrouver Moscou — du moins est-ce ce qu'il confia à Koulkov. Briguant la direction du directoriat financier du KGB, il craignait qu'en s'éternisant à Paris, Moscou ne l'oublie.

— Pour un ambitieux comme toi, Stepan Ivanovitch, la partie vaut d'être jouée... C'est en gagnant à Paris que tu gagneras à Moscou.

Le directeur du KGB s'ouvrait rarement devant témoin et confirma ainsi l'intérêt qu'il portait à Aslov. Il proposa à Gordeev de profiter de son après-midi à Paris pour aller, en compagnie de Rostov, faire des achats aux Galeries Lafayette.

— Quand tu vas offrir à ton épouse des foulards de soie, des collants et des parfums, j'espère qu'elle ne va pas penser que c'est pour te faire pardonner.

Koulkov faisait allusion à la jalousie légendaire de Tatiana Gordeev, nièce d'Anastase I. Mikoyan, qui avait facilité la carrière de son mari.

Au café, entre deux bouffées de cigare, Demerian Gordeev se permit cependant de rappeler à Astov que son ministère comptait sur lui pour affréter tous les cargos céréaliers disponibles sur le marché, en attendant la concrétisation de leur projet.